



ARRETE DELIVRE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE

LE MAIRE D'ANTONY

VU la demande de **PERMIS DE CONSTRUIRE N° 92002 09 A 3211 P0** déposée le 18.11.2009

**PAR : MADAME, MONSIEUR, HOURDIN DUPRESSOIR
FREDERIC ET ANNE**

DEMEURANT : 11, RUE DU JUBILE

A : 92160 ANTONY

En vue d'agrandir un pavillon existant sur un terrain sis 11, rue du Jubilé à antony.

S.H.O.N existante : 154 m²

S.H.O.N créée : 66 m²

VU les plans annexés,

VU le code de l'Urbanisme et notamment les articles L. 421-1 et suivants et R 421-1 et suivants,

VU le Plan Local d'Urbanisme de la ville d'ANTONY, approuvé le 30 Mai 2008,

VU le Règlement Sanitaire Départemental du 22 mai 1980, modifié par l'arrêté du 21 décembre 1982, l'arrêté du 24 Octobre 1983, l'arrêté du 16 Octobre 1984, l'arrêté du 20 Mai 1986, le décret n° 88-523 du 5 mai 1988, l'arrêté n° Hm 43/89 du 24 novembre 1989 et le décret n° 92478 du 29 mai 1992,

VU l'arrêté réglementaire du 16 décembre 1968, complété par les arrêtés du 15 janvier 1980 et du 15 juillet 1980 concernant les permissions de voirie dans le département des Hauts de Seine,

VU la délibération en date du 19 décembre 1997 du Conseil Général des Hauts de Seine instituant une taxe départementale pour le Conseil d'Architecture d'Urbanisme et de l'Environnement,

VU la délibération en date du 31 mars 2000 du conseil Général des Hauts de Seine instituant une taxe départementale des Espaces Naturels et Sensibles,

VU les articles 1585 A à H et 317 sexius (annexe 2) du Code Général des Impôts instituant une taxe locale d'équipement,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Sous réserve du droit des tiers, le permis de construire est ACCORDE pour le projet décrit dans la demande susvisée, représentant une surface hors oeuvre nette de planchers de 66 m².

PRESCRIPTIONS FISCALES :

ARTICLE 2 : Le présent projet est assujetti aux dispositions des articles 1585 A à H et 317 sexius (annexe 2) du Code Général des Impôts instituant une taxe locale d'Equipement.

ARTICLE 3 : Le présent projet est assujetti aux dispositions de la délibération en date du 19 décembre 1997 du Conseil Général des Hauts de Seine instituant une taxe départementale pour le Conseil d'Architecture d'Urbanisme et de l'Environnement.

ARTICLE 4 : Le présent projet est assujetti aux dispositions de la délibération en date du 31 mars 2000 du Conseil Général des Hauts de Seine instituant une taxe départementale des Espaces Naturels et Sensibles.

ARTICLE 5 : Ledit permis est assorti des prescriptions énoncées ci-après qui devront être strictement respectée :

a) Prescriptions d'assainissement se référant au Règlement Sanitaire Départemental :

- Il est rappelé que l'assainissement doit être réalisé dans le système séparatif par deux réseaux eaux usées et eaux pluviales ne comportant ni regard commun, ni intercommunication.

b) Prescriptions de voirie

- Les chaussées et trottoirs bordant la propriété qui auraient été endommagés au cours des travaux de construction seront remis en état par la collectivité compétente aux frais du constructeur (art. 38 de l'arrêté réglementaire du 16 décembre 1968, complété par l'arrêté du 16 janvier 1980), concernant les permissions de voirie dans le département des Hauts de Seine.

- Conformément au règlement de voirie adopté par le Conseil Municipal au cours de sa séance du 16 janvier 1990 et à l'arrêté municipal relatif à la coordination des travaux de voirie, les réfections de trottoirs et les bateaux seront réalisés par la commune aux frais du bénéficiaire du permis de construire.

c) Prescriptions particulières

ARTICLE 6 : Mention du permis de construire sera affichée sur le terrain dès la notification de la décision d'octroi et ce, pendant toute la durée du chantier, conformément aux dispositions de l'article R. 424.15 du code de l'Urbanisme.

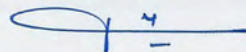
ARTICLE 7 : Un extrait du présent arrêté sera, en outre, publié par voie d'affichage à la mairie, dans les huit jours de sa notification et pendant une durée de deux mois.

ARTICLE 8 : La notification de la présente décision, en application des articles R.421-1 et R.421-5 du Code de justice administrative, fait courir le délai de deux mois pendant lequel vous avez la possibilité d'effectuer un recours juridictionnel auprès du Tribunal Administratif de Versailles et à partir du 01.01.2010 celui de Cergy Pontoise. Vous avez également et au préalable la possibilité de former à l'encontre de cette décision dans un délai de deux mois à compter de sa notification, un recours administratif suspensif du délai de recours contentieux, auprès de son auteur, Monsieur le Maire d'Antony.

ARTICLE 9 : La présente décision est transmise au représentant de l'Etat, dans les conditions prévues à l'article L. 424-7 du code de l'Urbanisme. Elle est exécutoire à compter de sa réception.

Fait à ANTONY le 11 JAN 2010

Jean-Yves SÉNANT



Maire d'ANTONY
Conseiller Régional d'Ile de France

Ville d'ANTONY

- Conformément au règlement de voirie adopté par le Conseil Municipal au cours de sa séance du 16 janvier 1990 et à l'arrêté municipal relatif à la coordination des travaux de voirie, les réfections de trottoirs et les bateaux seront réalisés par la commune aux frais du bénéficiaire du permis de construire.

ARRETE DELIVRE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE

c) Prescriptions particulières

ARTICLE 6 : Mention du permis de construire sera affichée sur le terrain dès la notification de la décision d'octroi et ce, pendant toute la durée du chantier, conformément aux dispositions de l'article R. 424.15 du code de l'Urbanisme.

ARTICLE 7 : Un extrait du présent arrêté sera, en outre, publié par voie d'affichage à la mairie, dans les huit jours de sa notification et pendant une durée de deux mois.

ARTICLE 8 : La notification de la présente décision, en application des articles R.421-1 et R.421-5 du Code de justice administrative, fait courir le délai de deux mois pendant lequel vous avez la possibilité d'effectuer un recours juridictionnel auprès du Tribunal Administratif de Versailles et à partir du 01.01.2010 celui de Cergy Pontoise. Vous avez également et au préalable la possibilité de former à l'encontre de cette décision dans un délai de deux mois à compter de sa notification, un recours administratif suspensif du délai de recours contentieux, auprès de son auteur, Monsieur le Maire d'Antony.

ARTICLE 9 : La présente décision est transmise au représentant de l'Etat, dans les conditions prévues à l'article L. 424-7 du code de l'Urbanisme. Elle est exécutoire à compter de sa réception.

En vue d'agrandir

S.I.I.O.N existante : 154 m²

S.I.I.O.N créée : 66 m²

Fait à ANTONY le 03 JAN 2010

VU les plans annexés,

Jean-Yves SÉNANT

VU le code de l'Urbanisme et notamment les articles L. 421-1 et suivants et R.421-1 et suivants,

VU le Plan Local d'Urbanisme de la ville d'ANTONY, approuvé le 16 mai 2008

Maire d'ANTONY
Conseiller Régional d'Ile de France

VU le Règlement Sanitaire Départemental du 22 mai 1980, modifié par l'arrêté du 21 décembre 1982, l'arrêté du 24 Octobre 1983, l'arrêté du 16 Octobre 1984, l'arrêté du 20 Mai 1986, le décret n° 88-523 du 5 mai 1988, l'arrêté n° Hm 43/89 du 24 novembre 1989 et le décret n° 92478 du 29 mai 1992,

VU l'arrêté réglementaire du 16 décembre 1968, complété par les arrêtés du 15 janvier 1980 et du 15 juillet 1980 concernant les permissions de voirie dans le département des Hauts de Seine,